

International

COVID-19 EN AFRIQUE : QUAND LES PRÉSIDENTS PARLENT

François Backman

16/04/2020

Quelles sont les réactions – dans le discours et l'action – de la part des différents chefs d'État africains face à l'épidémie et ses conséquences, véritables menaces sanitaires mais aussi alimentaires, économiques, sécuritaires et sociales pour nombre de pays du continent ? Quelle est leur efficacité ? S'appuyant sur une centaine de déclarations de dirigeants, François Backman pose la question de l'État et celle du leadership, mais également celle de la dévalorisation de la parole politique émanant d'acteurs institutionnels.

Avec l'expansion de l'épidémie de Covid-19, nombre d'observateurs annoncent le pire pour l'Afrique, à l'instar d'une récente note du Quai d'Orsay reprenant en grande partie ce que disent nombre de think tanks et d'observateurs africains. Comment les divers présidents africains ont-ils réagi face à la menace grandissante ? Comment l'ont-ils dit à leurs populations ? Deux questions auxquelles cette note apporte quelques éléments de réponse.

À partir d'une centaine de déclarations de dirigeants, on analysera rapidement comment ceux-ci parlent à leurs populations et comment ils entendent affronter l'écueil. Toutes ressemblances avec les déclarations de leaders occidentaux, asiatiques ou sud-américains, plus ou moins dépassés, n'est pas nécessairement fortuite... Après avoir ensuite évoqué les cinq calamités qui vont percuter les pays du continent à des degrés divers, on constate que la parole présidentielle reste fragile et que, dans nombre de pays, elle peut être le révélateur de l'incapacité du politique à communiquer. Enfin, on passera en revue quelques-uns des thèmes émaillant les allocutions présidentielles. Derrière cela, c'est une fois de plus la question de l'État et celle du leadership qui sont posées mais également celle de la dévalorisation de la parole politique émanant d'acteurs institutionnels.

Du Libéria au Kenya, de Madagascar au Mali, en passant par le Ghana ou le Gabon, rapide incursion dans une vingtaine de pays.

Covid-19 : quintuple peine pour l'Afrique

Face au Covid-19, le continent va devoir affronter cinq fléaux et il n'en avait vraiment pas besoin, les prévisions pour les années à venir n'étant déjà pas au beau fixe pour nombre de pays. En Afrique, pas de filet de sécurité, pas de chômage partiel, pas de système de santé adéquat, les crises se payent *cash*. Bien évidemment, tous les pays ne sont pas nécessairement égaux à l'encontre de cette menace multidimensionnelle.

Comme on s'en doute, le premier fléau est sanitaire. Le deuxième est alimentaire, on est ici au niveau micro-économique, c'est du prix du sac de riz ou de la boule d'attiéké dont il est question. En découlent deux autres : un qui sera social et un autre sécuritaire. Le cinquième est macro-économique et impactera le développement du continent si l'on se contente de demi-mesures et d'atermoiements. Quintuple peine donc sur fond de discrédit de la parole politique et du peu de confiance accordé aux leaders.

Au niveau sanitaire, il n'y a pas lieu ici de s'étendre sur l'état des infrastructures du continent : elles sont défaillantes voire quasi inexistantes dans les pays les plus faibles et les cliniques privées sont hors de prix pour la presque totalité de la population. Quant à l'expérience des pays ayant connu de récentes épidémies d'Ebola (République démocratique du Congo-RDC, Guinée, Sierra Leone, Libéria), on peut émettre quelques doutes qu'elle serve véritablement en cas d'aggravation de la crise. Par ailleurs, la corruption de certains pans des autorités de santé peut laisser songeur dans certains pays quant à leur volonté de vraiment s'impliquer : du CHU dont les crédits ont été débloqués mais qui n'a jamais été construit en passant par le trafic de poches de sang dans certains hôpitaux publics, la liste des « ratés » en la matière est longue. Et les populations africaines vivent cette situation quotidiennement. Il suffit de rentrer dans un hôpital public pour s'en rendre compte. Il y a quelques mois, la mésaventure est d'ailleurs arrivée au dirigeant tchadien, lors d'une visite inopinée au principal hôpital de Ndjamena. Au vu de la situation, trois jours plus tard, Idriss Déby limogeait son ministre de la Santé. Même chose, mi-février 2020, au Rwanda quand Paul Kagamé se sépare de sa ministre de la Santé accusée d'incompétence en matière de prévention face au Covid-19. Une chose est sûre, les Africains risquent de payer le prix fort en la matière.

Deuxième fléau potentiel : une crise alimentaire. Les confinements ou les cordons sanitaires mis en place autour des grandes villes, les fermetures de marchés, les entraves à la liberté de circulation vont désorganiser les chaînes d'approvisionnement en produits de base. Il y aura donc moins de denrées, celles-ci seront plus rares et plus chères. Ce n'est pas un hasard si Félix Tshisekedi, en RDC, en appelle à « inonder le marché de Kinshasa de vivres ». Au Tchad, Idriss Déby

en pleine opération *Colère de Bomo*, destinée à venger la mort d'une centaine de soldats tchadiens massacrés par Boko Haram, s'en prend – à juste titre – aux « commerçants véreux » qui augmentent leur prix. Ce n'est pas un hasard non plus si une fois les mesures de confinement partielles et de couvre-feux connues, nombre d'Africains ont fui les villes pour retourner « au village » où, là au moins, ils sont sûrs de pouvoir manger. On est bien loin du cadre français se calfeutrant dans sa résidence secondaire avec sa réserve de papier toilette et son abonnement Netflix...

La crise sociale – troisième fléau – est inéluctable. Elle amènera une précarisation accrue de nombreuses couches de la population et impactera la « floating middle class ». Dans des pays où plus de 80% des emplois relèvent du secteur informel, où l'on vit au jour le jour, une baisse ou une interruption d'activités liées aux mesures de confinement et autres restrictions de circulation se répercutent immédiatement sur les finances. Si l'on ne gagne plus rien, nourrir les siens s'avère vite problématique. Certains dirigeants ont bien pris conscience de l'ampleur du problème, à l'image d'Andry Rajoelina qui se démène à Madagascar pour atténuer les effets de la crise sur la vie quotidienne. En Côte d'Ivoire, au Sénégal ou au Togo, les présidents annoncent une batterie de mesures destinées à soutenir les populations les plus défavorisées : on reporte le paiement des factures d'électricité, on met en place des distributions de vivres, etc. D'autres leaders sont nettement plus lents à la détente, comme en République démocratique du Congo.

Des grèves se sont déjà déclarées dans de nombreux pays où plusieurs professions ne peuvent plus travailler et donc vivre. Tout ceci va accentuer la désorganisation et attiser la grogne sociale, voire favoriser les émeutes.

Peut alors survenir un problème sécuritaire à plusieurs niveaux. Ainsi, pour faire appliquer les diverses mesures de prévention (confinement, limitation des déplacements, etc.), les forces de l'ordre utilisent la manière forte *via* diverses exactions. Les populations fatiguées par de tels manquements risquent fort de passer en mode lynchage des occupants de « cargos » (c'est ainsi qu'on appelle les gros 4x4 des forces de police en Afrique de l'Ouest). Sauf erreur, seul le président ghanéen a mis l'accent sur cette question dans l'une de ses *Address to the Nation*. Au Nigéria, par exemple, les pouvoirs publics ont mis en place des dispositifs WhatsApp et des numéros verts pour signaler les « comportements non-professionnels » (*unprofessional conduct*) de l'Armée, signe que le problème est réel.

Plus globalement, les rues des métropoles africaines peuvent être éruptives et cela pourrait créer des désordres. Ainsi, tout début avril dernier, à Yopougon, commune populaire d'Abidjan, suite à diverses rumeurs colportées sur les réseaux sociaux, des habitants ont détruit un centre de dépistage croyant qu'il s'agissait là d'un centre de traitement des malades. Des oppositions

irresponsables souvent sans projet réel essayeront de jouer leur carte en manipulant tel ou tel segment de la population à coup d'arguments « populistes », surtout dans les pays devant connaître des élections à brève échéance (Guinée, Ghana).

Dernier fléau : une crise macro-économique impactant durablement toutes les économies du continent. L'ONU, le FMI, la Banque mondiale ont tiré la sonnette d'alarme : la crise économique que va entraîner le virus sur les économies africaines s'annonce impitoyable et brutale. Les pays exportateurs de matières premières au premier rang desquels on trouve les pétroliers (près de 90% des exportations du Nigéria) ont tablé sur des budgets avec des cours à un certain niveau. Ceux-ci s'effondrent sous l'effet de la crise et tout est remis en question. Les investissements directs étrangers, les fameux IDE, vont se réduire. Sur un continent où près de 70% des produits alimentaires de base sont importés, la désorganisation des circuits et l'augmentation des prix risquent fort d'ébranler des économies aux équilibres déjà précaires. Que dire des pays touristiques (Tunisie, Kenya) ? Quant à la question de la poursuite de construction de grandes infrastructures ou celle de projets attendants, elle passe en mode *stand-by* (par exemple, au Burkina Faso, la construction de la route Ouagadougou-Bobo Dioulasso pour un montant d'un peu plus d'un milliard de dollars est gelée et au Ghana, deux milliards d'euros d'investissements chinois sont pour le moment bloqués). Les diverses institutions financières sous-régionales (Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest) sont certes à la manœuvre mais cela ne devrait pas suffire pour atténuer les effets de la crise.

Plusieurs présidents dans leurs discours ont évoqué ce dernier point, les uns de manière assez franche et combative (Côte d'Ivoire et surtout Sénégal). D'autres – notamment les pays exportateurs d'hydrocarbures déjà affectés par une baisse des cours depuis plusieurs années – se contentent d'annoncer la mise en place de comités Théodule (République du Congo, Nigeria). Plusieurs observateurs évoquent d'ailleurs un « désastre » à venir pour les pays bénéficiant de la manne pétrolière.

Outre ces cinq fléaux, potentiellement incomparables aux problèmes occidentaux, l'épidémie survient dans un contexte particulièrement épineux pour certains pays, notamment sahéliens. Ainsi, au Mali, où l'État est virtuel sur une partie du territoire et où les structures de santé sont particulièrement déficientes, le tout dans une situation sécuritaire de plus en plus aléatoire, le Covid-19 a devant lui « un terrain de chasse » rêvé. D'autant plus qu'à la suite de la France et de ses élections municipales de mi-mars 2020, de la Guinée avec son double scrutin du 22, le premier tour des élections législatives maliennes du 29 mars dernier a été maintenu, en l'absence du principal candidat de l'opposition (Soumaïla Cissé) enlevé par un groupe djihadiste. Le second tour est prévu le 19 avril prochain... Que dire du Tchad, du Burkina Faso ou du Niger qui se débattent face à la

menace djihad-terroriste dans un combat qui mine, depuis des années maintenant, leurs économies et leur stabilité, déplace des centaines de milliers de personnes et traduit l'incapacité d'États fragiles, débordés et peu à même d'assurer leurs missions ? Même chose au Cameroun ou au Nigeria avec ses provinces septentrionales. *Quid*, également, de la République centrafricaine ou du Soudan du Sud, pays aux États faillis ?

Des paroles potentiellement décrédibilisées et concurrencées : le nécessaire recours aux acteurs non-étatiques

Par-delà ces quelques points, la tâche des pouvoirs publics est titanesque. Ils doivent informer au maximum pour éviter une crise multidimensionnelle – rappelons que, fin mars 2020, plus de neuf Maliens sur dix n'avaient pas entendu parler du coronavirus – et mobiliser *a minima* autour d'un projet destiné à préserver le plus possible les populations et à sauver les économies.

Les présidents et les pouvoirs publics doivent faire face à deux écueils : le discrédit de la parole politique et la concurrence des réseaux sociaux, puissants vecteurs de *fake news*.

La parole politique, sauf exception, ne porte pas vraiment en Afrique : on n'écoute plus vraiment les leaders, au pouvoir ou dans l'opposition, éloignés des aspirations populaires. Leurs déclarations « hors-sol » se heurtent généralement à l'indifférence. Il n'y a qu'à voir les discours de vœux de Nouvel An de certains pour s'apercevoir de la déconnexion entre des tirades technocrates et autres *satisfecit* étonnants d'avec les aspirations des populations. Qu'on se souvienne également du peu de confiance que les populations ouest-africaines accordaient à leurs leaders lors de la dernière grande épidémie d'Ebola.

Dès lors, les « conseils », prononcés *ex cathedra*, de certains, assis derrière leur bureau ou debout à leur pupitre, sur le lavage régulier des mains ou l'utilisation de mouchoirs jetables, peuvent laisser pantois leurs concitoyens : il n'y a pas de Kleenex pour l'écrasante majorité des Africains, quant à l'accès à l'eau, plus de la moitié d'entre eux estiment que leur gouvernement n'est pas à la hauteur. Rappelons qu'en moyenne, à peine un peu plus d'un quart des Africains ont un accès direct à l'eau dans leur parcelle. Et il en va de même pour les consignes de distanciation sociale, peu applicables, notamment dans les grandes agglomérations où, selon la Banque mondiale, plus de 60% de la population urbaine vit dans des bidonvilles. Dès lors, les mesures-conseils de distanciation sociale dans des mégapoles comme Kinshasa ou Lagos, dans certains quartiers d'Abidjan, d'Accra ou de Dakar, ne peuvent véritablement s'appliquer.

Autre point important : la concurrence des réseaux sociaux, variables selon les pays en fonction de

l'accès à Internet, qui diffusent *fake news* et informations parfois délirantes. Fin mars 2020, une étude conduite auprès des Dakarais indiquait que plus de quatre interviewés sur dix avant entendu parler du Covid-19 pour la première fois *via* les réseaux sociaux... Outre les traditionnels « le virus, une maladie de blancs ne touchant pas les noirs », « un virus inventé pour casser l'Afrique », qui rappellent l'époque d'Ebola, pullulent tout un tas de « conseils » médicaux inopérants voire dangereux.

On retrouve également les traditionnelles interrogations sur l'état de santé des dirigeants, grand classique africain. On voit fleurir ici et là des attaques contre tel ou tel président, le virus devenant en quelque sorte l'un des catalyseurs de la grogne de certaines catégories de population.

Du côté des comptes Facebook, Twitter et autres groupes WhatsApp proche des oppositions traditionnelles souvent dirigées par des gérontes revanchards, ils ne sont pour le moment pas vraiment à la hauteur de l'enjeu et continuent comme si de rien n'était, en prônant encore et toujours l'affrontement ou en rajoutant de l'huile sur le feu (Guinée, Nigeria, Côte d'Ivoire). D'autres semblent nettement plus responsables (Sénégal).

Notons également que les mouvements citoyens de type Y en a Marre (Sénégal) ou du Balai Citoyen (Burkina Faso) se sont mobilisés pour informer et sensibiliser de manière exemplaire. Même chose dans certains pays d'Afrique centrale où ces mouvances, à l'instar de La Lucha en RDC, tendent à être les aiguillons de pouvoirs lents à réagir et peu à même de communiquer.

Face à cela, quasiment tous les présidents s'aperçoivent, une fois de plus, qu'il leur faudra compter sur la mobilisation des acteurs religieux, des organisations de la société civile, des artistes et des grandes entreprises pour aider les États à communiquer et sensibiliser sur la question de la prévention et les mesures à respecter, sans parler de la mobilisation de fonds. Beaucoup ont d'ailleurs appelé les autorités religieuses et coutumières à la rescousse (Côte d'Ivoire où la constitution de 2016 a créé une Chambre nationale des rois et chefs traditionnels, Tchad, etc.) pour répercuter leurs messages. Les grandes entreprises africaines ont répondu présent, les stars populaires aussi, du milliardaire nigérian Aliko Dangoté au footballeur ivoirien Didier Drogba, en passant par les musiciens célèbres, tout le monde s'y met. Les filiales des entreprises étrangères apportent également leur pierre à l'édifice comme Orange en Afrique de l'Ouest. La Chine n'est pas en reste *via* les actions de Jack Ma, fondateur d'Alibaba, etc. Diverses organisations patronales ayant des intérêts sur le continent appellent également à la mobilisation, à l'instar du Medef français par la voix de Momar Nguer.

Sans soutiens et relais parmi les grands acteurs de la société civile et du monde religieux, la parole

des leaders africains et des pouvoirs publics n'aura pas un impact réellement dimensionné à la crise. Ce sont donc des acteurs non-étatiques qui viennent suppléer aux défaillances et autres déficiences.

De quelques discours présidentiels (mars 2020)

Entre interventions télévisées *old school* ou discours parfois vraiment *has been* à coups de grandes envolées lyrico-patriotiques et volonté de lutter contre la pandémie en prenant les devants, on trouve toute une palette de réactions qui révèlent des façons de faire et des modes de gouvernance.

À côté de dirigeants parlant tôt (Rwanda, Gabon, Madagascar), certains prennent vraiment la parole tardivement (Guinée, Nigeria, Bénin) au point que certains se sont demandé s'il y avait un capitaine à la barre. Ainsi le nigérian Muhammadu Buhari parle trente-cinq jours après le premier cas déclaré dans le pays. En Guinée, Alpha Condé, focalisé sur son référendum constitutionnel du 22 mars dernier, fait une courte allocution quatre jours après dans laquelle il se contente d'annoncer une suite de mesures. Quant au béninois Patrice Talon, il justifie son silence lors d'une interview télévisée le 29 mars 2020 parce qu'il est « à la tâche, jour et nuit, minute après minute. »

Aux discours, souvent longs et assez techniques (énumération de mesures) de nombreux leaders francophones, on trouve des présidents anglophones peut-être moins solennels mais qui essaient *via* une politique de rendez-vous réguliers (Ghana) d'informer et de sensibiliser. L'une des initiatives les plus intéressantes en la matière semble être celle du président du Libéria, l'un des pays les plus pauvres du continent. En effet, à côté de discours classiques, George Weah enregistre une chanson *Let stand together and fight Coronavirus* qui passe sur les ondes. Certains pourraient trouver cela saugrenu, mais dans un pays où Internet est rare et cher, où les coupures d'électricité sont légion, la radio reste le moyen le plus simple pour toucher les populations.

Dans toutes ces interventions, on retrouve également la traditionnelle distinction entre des *rulers*, plus ou moins autocrates et des *leaders*, plus ou moins démocrates.

Dans la première catégorie, on retrouve, par exemple, Denis Sassou Nguesso qui manie la rhétorique guerrière en usant vingt-quatre fois du vocable « combat » et de ses dérivés dans sa longue allocution du 28 mars dernier, le tout à grands coups d'anaphores performatives (« Nous allons tous combattre »). Signe d'impuissance face aux épreuves à venir ?

D'autres, comme l'Équato-guinéen Teodoro Obiang, à la tête du pays depuis plus de quarante ans,

se confinent dans leur palais pour « montrer l'exemple » ou restent muets. Ainsi au Cameroun, Paul Biya, au pouvoir depuis trente-sept ans comme président (après sept ans passés à la primature), n'a toujours pas parlé à son peuple début avril 2020, ce qui rassure... Il est vrai que l'occupant du palais d'Etoudi, *Popaul* comme on le surnomme au Cameroun, ne parle quasiment jamais... Demeures en marbre, mutisme et silence, n'arrêteront pas le virus ni ses conséquences socio-économiques.

Beaucoup restent toujours bloqués sur leur « je » omnipotent (Gabon, Togo, Tchad), histoire de faire entendre qu'ils sont à la manœuvre. Il est ainsi assez facile de distinguer Ali Bongo (Gabon) et son « je » qui pressent l'inquiétude et l'anxiété de ses compatriotes, du président malgache qui les « ressent et [les] comprend » (« votre crainte est ma crainte »).

En effet, du côté des leaders, on joue plus sur l'association de toutes les forces vives du pays en insistant sur la consultation des autorités religieuses et des instances étatiques (Madagascar, Côte d'Ivoire). On appelle à la responsabilité non pas sur un mode quasi-injonctif mais en utilisant le « nous » (avec le « our survival is in our own hands » du ghanéen Nana Akufo-Addo résonne le « c'est ensemble que nous stopperons la propagation du coronavirus » de son homologue ivoirien). Quant au sud-africain Cyril Ramaphosa, président d'un pays quelque peu à part sur le continent car disposant de plus de ressources sanitaires et économiques, il développe un discours d'union, empathique et plutôt humble. Le « We » (nous) qui associe est omniprésent (« We the government, We the Nation »). Les mesures annoncées expriment une stratégie qui se veut claire (*tests and tracing system*), mais ce sont surtout les remerciements collectifs qui dominent, où le « I » (je) n'apparaît que comme une anaphore empathique (« I speak of the farmworker. I speak of the technician, I speak of the caregiver »). Finalement, assez éloigné du leader omnipotent, il annonce les difficultés, problèmes et ratés, à venir (« a number of mistakes will be made »).

Une chose est sûre, on veut convaincre que tout est mis en place pour faire face et gérer la pandémie (Kenya) et l'on remercie les acteurs de la santé (Libéria, Tchad, Gabon, Burkina-Faso). C'est la moindre des choses.

Dans les pays les plus pauvres du continent, on sent pointer une réelle impuissance que certains présidents tentent de cacher par de grandes considérations déconnectées des urgences et incompréhensibles pour la quasi-totalité de leurs concitoyens (tel le président centrafricain Faustin Archange Touadera parlant de « synergie d'actions » et évoquant des « considérations socio-anthropologiques et économiques »...) ou alors on appelle Dieu à la rescousse, au-delà des traditionnelles formules conclusives. Ainsi au Niger, le 17 mars dernier, Mahamadou Issoufou évoque la fermeture de la « plus sainte des saintes mosquées, la Kaaba » avant d'annoncer diverses

mesures. Au Mali, le 25 mars 2020, le président évoque lui aussi « le spectacle de la Kaaba vide (...) éprouvant pour un croyant » puis en appelle à la miséricorde divine. Dieu qui, dit-il, sera d'autant plus avec nous si l'on respecte les mesures prises par le gouvernement...

Alors que le président béninois joue franc jeu en affirmant que son pays n'a pas les moyens de lutter efficacement contre une probable expansion du virus, d'autres montent au créneau en annonçant, assez courageusement, une batterie de mesures tant sur les plans sanitaires qu'économiques (Sénégal, Côte d'Ivoire, Ghana, Kenya), même si certaines s'avèrent difficilement applicables au vu des contextes africains comme on l'a rapidement vu.

Beaucoup évoquent également la question des *fake news*. Ainsi le gabonais Ali Bongo épingle ceux qui diffusent des « messages outrancièrement alarmistes ». Le tchadien Idriss Déby note « que les réseaux sociaux, au lieu de diffuser des informations de bonne source, authentiques et vérifiées, s'adonnent à la désinformation et à la manipulation, semant ainsi le doute, la panique et la psychose » pour ensuite « mettre en garde tous ceux qui se livrent à cette pratique criminelle. » Même chose au Burkina Faso où Roch Marc Christian Kaboré dénonce « celles et ceux qui, à travers les réseaux sociaux, entretiennent la désinformation et sèment la panique. » La question est de taille. La Côte d'Ivoire, en partenariat avec les Nations unies, a d'ailleurs mis en place une cellule destinée à former 500 jeunes au numérique afin de mener une campagne contre les « infox ».

Par-delà ces allocutions, c'est de communication à destination du plus grand nombre dont il s'agit. S'il n'y a pas lieu ici d'évoquer les stratégies de communication des différents pays face au Covid-19, certains croyant encore qu'il suffit de parler pour être entendu et écouté, c'est cependant un point crucial. Les grands discours en « gros français », comme on dit en Afrique de l'Ouest, ou les déclarations managériales de certains leaders anglophones, doivent être traduits dans les langues réellement parlées dans les rues et les campagnes africaines. Ainsi, le discours de Macky Sall a été traduit en wolof, Andry Rajoelina s'adresse à ses concitoyens en malgache, le Bénin a lancé une série de spots radio dans une quinzaine de langues nationales, et le président tchadien « invite vivement à traduire les messages [...] dans nos différentes langues nationales pour atteindre un large public ».

En guise de conclusion provisoire, on se rend compte que ce virus met une fois de plus en lumière des styles et des modes de gouvernance variables. Entre présidents dinosaures (Cameroun, Guinée équatoriale), habitués des rodomontades (République du Congo), présidents plus ou moins managers (Nigeria, Kenya), leaders sur tous les fronts (Sénégal, Ghana, Madagascar) et d'autres avouant en creux leur impuissance (Mali, République démocratique du Congo, République

centrafricaine), quasiment toute la gamme se retrouve.

On constate surtout la « fatigue » des mécanismes de fonctionnement de certains États et de certains potentats en bout de course mais également – répétons-le – la difficulté, voire l’incapacité, de beaucoup à vraiment toucher leurs populations. Une chose est quasi certaine, en cas d’aggravation – malheureusement fort probable – des conséquences de l’épidémie, les populations africaines seront peu enclines à pardonner les erreurs, inconséquences et légèretés de leurs dirigeants. Certains l’ont d’ailleurs bien compris.